

LA CHRONIQUE DU CEPED

Centre français sur la population et le développement

ISSN 1157-4186

Janvier-Mars 1996, n° 20

MIGRATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST : DE NOUVELLES TENDANCES

Le CERPOD (Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement) vient de publier les premiers résultats (encore provisoires) des enquêtes menées dans le cadre du Réseau migrations et urbanisation en Afrique de l'ouest (REMUAO)⁽¹⁾. Deux chercheurs de ce centre en résument ici les grands traits, avant que le détail en soit progressivement publié pour chacun des pays dans les rapports nationaux à paraître au cours de l'année 1996. Il s'agit d'un travail doublement original : d'une part des institutions de huit pays d'Afrique de l'ouest ont réalisé la même enquête migration à la même période, d'autre part ces enquêtes permettent de retracer l'ensemble des cheminements migratoires. Certaines idées sur l'orientation des flux migratoires en Afrique de l'ouest s'en trouvent remises en cause.

En dépit de leur intensité et de l'importance de leurs implications socio-économiques et écologiques, les migrations constituent la variable démographique la moins connue en Afrique de l'ouest. C'est pour combler cette lacune que les enquêtes du Réseau ont été menées simultanément en 1993 dans huit pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal. Il s'agit de la première expérience du genre en Afrique. En effet, ces enquêtes, menées auprès d'échantillons représentatifs au niveau national, ont pour originalité d'étudier les migrations et non pas simplement les migrants. Cela a été rendu possible grâce au recueil rétrospectif de plus de 135 000 biographies migratoires, où la succession complète, depuis la naissance, de toutes les résidences d'une durée supérieure à 6 mois, a été enregistrée.

Ce vaste programme de recherche a été réalisé par des institutions de chacun des pays concernés qui se sont constituées en réseaux nationaux, le CERPOD, assurant la coordination internationale du REMUAO. Le REMUAO a reçu le soutien technique du Centre français d'études sur la population et le développement (CEPED), du Département de démographie de

l'Université de Montréal et de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM).

Le REMUAO a aussi reçu le concours financier de divers donateurs : le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Banque mondiale, la coopération française et les États concernés.

Les analyses en cours permettront d'éclairer les choix politiques qui s'imposent face à l'importance des flux migratoires et à leurs conséquences sur la répartition de la population dans l'espace national et international. En effet, le projet d'intégration économique régionale ne peut aboutir sans une étude précise des mouvements des populations ouest-africaines.

Meilleurs vœux pour l'année 1996

⁽¹⁾ *Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest. Résultats préliminaires*, Bamako, CERPOD, juillet 1995, 30 p. Disponible au CERPOD, BP 1530, Bamako, Mali.

ATTENTION NOUVEAUX NUMÉROS AU CEPED : TÉL : (33 1) 44 41 82 30 ; FAX : (33 1) 44 41 82 31

CEPED
15, rue de l'École de Médecine
75270 Paris Cedex 06, France

Tél. : (1) 46 33 99 41
Fax : (1) 43 25 45 78

Les premiers résultats portent sur les migrations des années 1988-1992, soit les cinq années précédant les enquêtes du REMUAO. Ces résultats donnent déjà une très bonne idée des tendances nouvelles de la migration et de l'urbanisation. Ils mettent aussi en évidence l'intensité des migrations ouest-africaines et la diversité des situations migratoires et urbaines selon les pays. *Le volume des migrations est très important : durant la période de 1988 à 1992, la population de 15 ans et plus a effectué dans les pays du Réseau (hors Nigeria), près de 5 millions de migrations entre milieux ou entre pays, pour une population moyenne de 26 millions d'habitants de 15 ans et plus.*

RALENTISSEMENT ET RÉORIENTATION DE L'EXODE RURAL

Les différences d'urbanisation sont importantes entre les pays enclavés et les pays côtiers. Parmi les pays les moins urbanisés du Réseau figurent le Mali (où 25 % de la population réside en zone urbaine), le Niger (18 %) et surtout le Burkina Faso (13 %). Avec des niveaux d'urbanisation très proches, le Sénégal (41 %), la Mauritanie (41 %) et la Côte d'Ivoire (40 %) se situent à un niveau plus élevé. La Guinée se situe à un niveau intermédiaire (32 %).

La "macrocéphalie" urbaine, c'est-à-dire la prépondérance de la part de la capitale dans le milieu urbain, est marquée au Sénégal (54 % de la population urbaine vit à Dakar) et en Mauritanie (56 % à Nouakchott), mais surtout au Burkina Faso (63 % à Ouagadougou) et en Guinée (66 % à Conakry). La Côte d'Ivoire (45 % à Abidjan) et le Mali (40 % à Bamako) se situent à un niveau intermédiaire, tandis que le poids de la capitale est au plus faible au Niger (32 % à Niamey).

Les flux en provenance ou à destination du milieu rural sont majoritaires quel que soit le pays. Cependant, contrairement aux idées communes sur la prépondérance de l'exode rural vers la capitale, dans l'ensemble des flux migratoires entre villes et campagnes, les flux du monde rural vers la capitale sont relativement peu importants. Ils ne comptent respectivement que pour 11 % en Côte d'Ivoire, et 33 % au Burkina Faso, du total des échanges entre villes et campagnes. En fait, les flux en sens inverse, de la capitale vers le milieu rural, sont assez importants, allant de 14 % en Guinée à 23 % au Burkina Faso. On observe même, en Côte d'Ivoire, un solde positif de 80 000 migrations en faveur du milieu rural et au détriment d'Abidjan.

Les flux du rural vers l'urbain hors capitale prédominent dans certains pays. Si l'on considère les échanges sans distinguer leur orientation, les migrations entre le milieu rural et la capitale sont inférieures aux migrations entre le milieu rural et les autres villes dans trois pays : Côte d'Ivoire, Mali et surtout Niger. Le bilan des migrations internes est très contrasté d'un pays à l'autre. Pour en rendre compte, on a isolé, pour les années 1988-1992, le

croît migratoire interne moyen annuel de chaque milieu indépendamment des migrations internationales et du mouvement naturel (voir la figure ci-jointe). Si les échanges internes se font plutôt au détriment du milieu rural au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, la balance migratoire du milieu rural est presque nulle en Guinée et au Niger, tandis que le phénomène s'inverse en Côte d'Ivoire où le milieu rural connaît un croît migratoire de 1 %.

À l'exception de Niamey où la croissance migratoire est quasi nulle, les capitales restent plutôt bénéficiaires des flux de populations, surtout Ouagadougou avec un taux de croissance migratoire de 2,6 %. Les capitales ont une croissance migratoire interne généralement plus rapide que le reste du milieu urbain. Mais, en Mauritanie et au Niger, cette croissance est plus élevée pour les principales villes moyennes que pour la capitale. On notera en revanche qu'au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Guinée, le milieu urbain hors capitale a un solde migratoire interne fortement négatif.

LA MIGRATION VERS LES PAYS CÔTIERS RALENTIT

Outre ce croît migratoire interne, le croît migratoire total inclut également les déplacements internationaux. Au cours des cinq dernières années précédant les enquêtes du Réseau, près de 1,8 millions de migrations ont été effectuées entre les sept pays du Réseau étudiés ici. Plus de 420 000 migrations ont été enregistrées en provenance des autres pays du Monde (Nigeria compris) vers les sept pays du Réseau, et près de 690 000 dans le sens inverse. Il en résulte globalement une balance migratoire légèrement négative avec le reste du Monde d'environ - 0,2 % par an.

Les flux les plus importants entre les pays du Réseau sont observés entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (920 000 migrations, soit presque la moitié). Le solde est positif (d'environ 155 000 migrations) pour le Burkina Faso. Ensuite viennent les migrations entre le Mali et la Côte d'Ivoire (247 000), au léger avantage de la Côte d'Ivoire (15 000). Les flux entre le Niger et le Nigeria sont assez importants (plus de 210 000), à l'avantage du Nigeria (38 000). Le Niger est d'ailleurs le seul des sept pays étudiés ici, à entretenir des échanges aussi intenses avec le Nigeria, échanges supérieurs à ceux entre le Niger et la Côte d'Ivoire (103 000). Le Burkina Faso est le seul des sept pays à avoir un solde migratoire positif (+ 0,8 % par an), essentiellement dû à une balance migratoire très fortement positive (+ 3,6 %) avec la Côte d'Ivoire.

À l'inverse, pour la Côte d'Ivoire, pays d'immigration dans le passé, le solde est nul dans la période 1988-1992. *La Côte d'Ivoire, bien que restant un pôle important de la migration internationale, n'est plus pour autant bénéficiaire des mouvements avec le reste de l'Afrique de l'ouest. Son solde migratoire est même*

négalif avec les autres pays du Réseau (- 0,9 % par an), en raison surtout d'un solde très négatif (- 2,2 %) avec le Burkina Faso. Le solde migratoire est quasi nul en Guinée. Il est négatif au Niger (- 0,4 %) et au Sénégal (- 0,3 %), et encore plus au Mali (- 0,9 %) et en Mauritanie (- 1,0 %).

UN NOUVEAU PROFIL DES MIGRATIONS

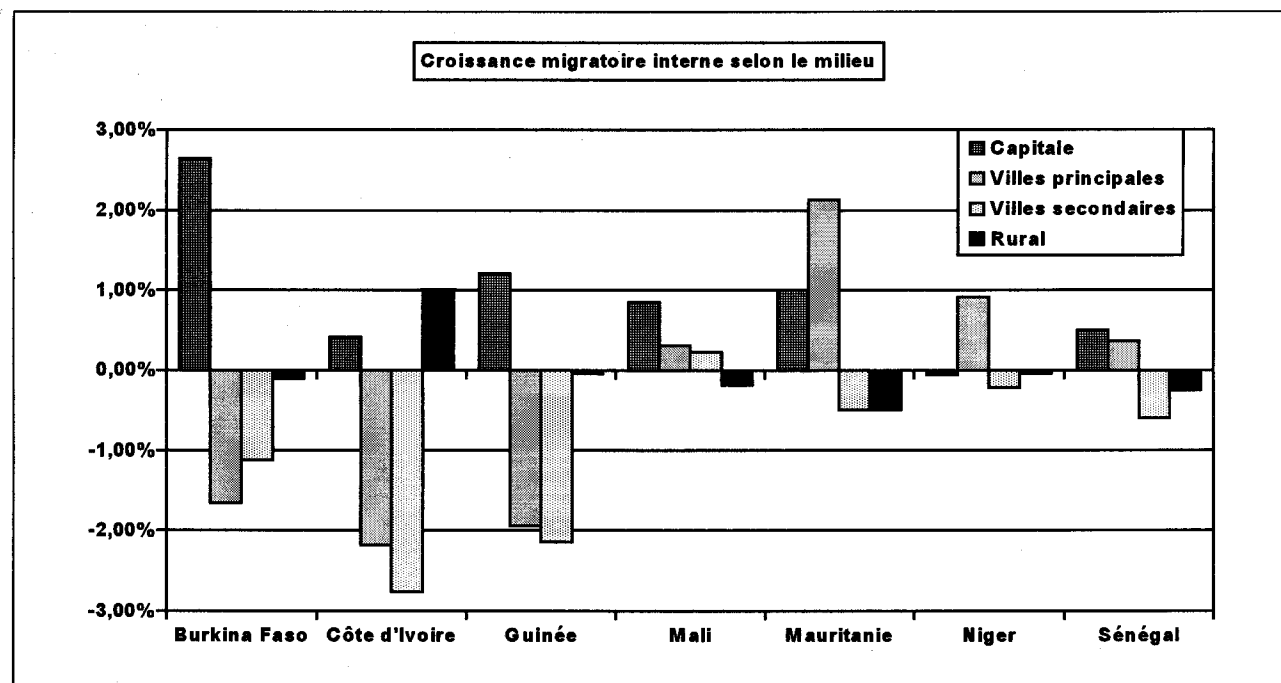
Les trois pays enclavés du Réseau, le Burkina Faso, le Mali et le Niger possèdent bien des traits communs en 1993 : tous trois sont très peu urbanisés, et sont des pays d'émigration (ils ont le plus de ressortissants dans les autres pays du Réseau). Mais dans le détail, ils connaissent en fait des situations très différentes.

Ainsi, la macrocéphalie urbaine est très marquée au Burkina Faso contrairement aux deux autres pays.

émigration plus souvent orientée vers les pays africains, en particulier le Nigeria.

La Côte d'Ivoire confirme sa position de pôle attractif, mais son rôle est en déclin depuis que les échanges avec le Burkina Faso sont à l'avantage de ce dernier. Contrairement à ce qu'on observe dans tous les autres pays, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso sont des pays où le milieu rural enregistre un solde migratoire positif, essentiellement semble-t-il en raison des retours de migrants. L'exode rural n'est donc pas systématique et il n'est pas irréversible, même dans les pays enclavés du Sahel.

On n'assiste donc plus à un déversement systématique de migrants ni des pays enclavés vers les pays côtiers, ni du milieu rural vers les capitales. En fait, la crise des années quatre-vingts semble avoir eu pour effet de



D'ailleurs la croissance migratoire de Ouagadougou est très élevée, contrairement à celle de Niamey qui est quasi nulle. Du point de vue des migrations, le Burkina Faso est le seul pays du Réseau à bénéficier d'un solde migratoire positif, qui profite à la fois à Ouagadougou et au milieu rural. Ce phénomène nouveau semble dû essentiellement à l'inversion des courants migratoires avec la Côte d'Ivoire.

Entre les pays côtiers, les contrastes ne sont pas moins importants. Les échanges entre le Sénégal, longtemps qualifié de pays d'émigration (en raison sans doute de la prédominance des études sur les migrations de la vallée du fleuve Sénégal vers l'Europe), et les autres pays se révèlent moindre qu'on aurait pu le penser. Ils sont inférieurs aux échanges internes entre villes et campagnes. En fait, le Sénégal a une situation comparable à celle du Niger, qui a cependant une

rééquilibrer les échanges en faveur du milieu rural (cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso). Au tournant des années quatre-vingt-dix, on voit donc se dessiner un nouveau profil des mouvements de population en Afrique de l'ouest. Ces mouvements remettent en cause le schéma migratoire classique valable dans les années soixante-dix et qui a longtemps servi de modèle pour les projections de population. Les résultats montrent que les migrations sont très variables dans le temps et elles peuvent radicalement changer (et plus rapidement que l'évolution de la croissance naturelle), le profil démographique d'une ville, d'une région, d'un pays...

Sadio Traore,
chercheur démographe au Cerpod.

Philippe Bocquier,
démographe de l'Orstom, chercheur associé au Cerpod.